



03, Av. HEWA BORA, Q. MALALA I,
BARAKA/FIZI, Sud Kivu, Est. RD. CONGO
E-mail: deboutfille.drc@gmail.com; deboutfille@yahoo.fr
Blog: www.deboutfille.drc.canalblog.com
Téléphone : +243 815782742

10Ans

DEBOUT FILLE^{asbl}

Parlement des Filles

« L'avenir de la Femme dépend de ce que nous ferons de la Fille aujourd'hui »

NOTRE 1^{ère} DECENNIE (2005-2015)



ET NOS PERSPECTIVES D'ICI 2030

Octobre 2015

I. QUI SOMMES-NOUS ?



Contexte

Depuis les temps antiques les sociétés africaines ont privé l'enfant du droit de conscience et de parole dans nos familles, à l'école, à l'église, et dans la communauté ; situation liée aux us, traditions et coutumes discriminatoires. Dès lors, l'on a observé des inégalités flagrantes entre la fille et le garçon vis-vis de la jouissance de leurs droits, notamment le droit de succession, d'éducation, à la vie active et sexuelle et de participation, où nous avons observé notamment que la terre et l'héritage appartiennent au garçon et que la fille doit se marier tôt au choix conjugal des parents pour que la dot subvienne à la scolarisation ou au mariage de son frère. A l'école, à l'église, en groupe comme dans la communauté, la fille doit se taire devant toutes les formes de discrimination, tortures et violences sexuelles et basées sur le genre, pour lesquelles les garçons, les autorités scolaires, religieuses et autres détenteurs du pouvoir sont auteurs et co-auteurs, et où la pauvre fille adolescente est soit rendue grosse, parfois infectée des infections sexuellement transmissibles/VIH, chassée de l'école, rejetée par les parents, contrainte à embarrasser précocement la vie conjugale, ou alors se retrouver dans la rue. Les guerres d'agressions et les conflits armés ayant accru les phénomènes, la jeune fille, proie facile et préférée de bourreaux, est encore une fois tombée victime de graves violations historiques de droits humains ayant porté atteinte à son intégrité physique, psychologique et reproductive caractérisées par les viols massifs et assistés de proches et les tortures et violences de toutes sortes dont l'esclavage sexuel par les milices armées contrôlant les concessions minières en milieu rural. Au regard de tous ces phénomènes, nous avons observé des initiatives et mécanismes de lutte, mais dommage ne nous impliquaient pas et ne nous mettaient pas non plus au centre d'actions en notre faveur. C'est dans ce contexte que nous avons décidé de prendre notre destin en entamant notre combat depuis le 31 décembre 2005.

Mission

Impliquer et Accompagner les filles et autres adolescents et jeunes dans la défense et promotion de droits des enfants et des filles en particulier ainsi que le renforcement de l'autonomie et du leadership féminin, scolaire, médiatique et communautaire à la promotion de la Paix, l'Egalité de droit et aux mécanismes de prévention et de réponse aux conflits, mariages des enfants, tortures et violences sexuelles et basées sur le genre et tous ses corollaires compromettant l'éducation et l'avenir des enfants et des filles en particulier.

Vision

Débout Fille aspire à un monde de paix, d'égalité de droit et de justice où les filles et les garçons, les hommes et les femmes sont considérés socialement, juridiquement et traités au même pied d'égalité, collaborent, participent pleinement et cheminent ensemble à la

transformation positive des structures mentales, sociales (us, traditions et coutumes) et politiques vers la vision commune de rendre le monde meilleur pour tous.

Bénéficiaires

Débout Fille œuvre pour l'autonomisation et la réhabilitation des droits des enfants, jeunes, des filles et des femmes en particulier victimes des graves violations des droits humains ainsi que des communautés marginalisées, discriminées, défavorisées et exclues. Ses actions stratégiques sont adressées aussi envers les parties prenantes et détenteurs d'enjeux que sont les autorités politico-administratives et services étatiques concernés, les acteurs de la société civile (les autorités parentales, religieuses, traditionnelles et les organisations de la société civile), les médias, le secteur privé, la population générale et les partenaires techniques et financiers.

Objectifs

- Promouvoir le droit d'éducation et de formation de tous les enfants et jeunes;
- Renforcer les capacités de la fille, des autres enfants et jeunes, ainsi que de des parties prenantes sur les prescrits juridiques et politiques promotionnels des droits de l'enfant, de la fille et d'autonomisation des jeunes ainsi qu'en compétences de vie courante, socioprofessionnelles, culturelles, artistiques, technologiques et communicationnelles ;
- Promouvoir le leadership et les potentialités des filles et autres enfants et jeunes ;
- Promouvoir la pleine et égale participation des jeunes filles et des garçons, hommes et femmes à la vie active, civique, politique, socio-économique et culturelle ainsi qu'aux espaces intégrateurs et de prises de décision pour la paix, la démocratie et le développement ;
- Promouvoir la santé sexuelle et les droits sexuels et reproductifs des filles et autres enfants et jeunes et Lutter contre la discrimination, les tortures et violences sexuelles et basées sur le genre et les IST/VIH ;
- Mobiliser et Impliquer les filles et autres enfants et jeunes aux mécanismes et processus de maintien de la paix, d'autonomisation de l'humanité, de réduction de la pauvreté et de développement durable.

Approche stratégique

Les interventions stratégiques de Débout Fille sont fondées sur une Approche Participative et communautaire. Débout Fille a initié, développé, intégré en son sein et mis en œuvre un « Parlement des Filles », qui est à la fois une structure représentant ses bénéficiaires-clés (les adolescentes et filles), et en parallèle du Parlement des Enfants initié par le gouvernement, il constitue un espace spécifique qui donne la parole aux adolescentes et filles et leur permet ainsi de réaliser pleinement leur droit de participation, échanger et discuter de problèmes spécifiques auxquels elles se heurtent de par le monde en vue d'évaluer leurs conditions de

vie et plaider pour la reconnaissance de leurs droits et l'application des instruments juridiques protégeant et promouvant leurs droits.

Une approche communautaire de ses interventions se réalise à travers l'implication initiale des bénéficiaires et parties prenantes dans le diagnostic communautaire, à la planification, pendant la mise en œuvre et le suivi-évaluation de ses programmes pour la pérennisation de ses actions.

Actions stratégiques

- Les Campagnes de Sensibilisation, de Mobilisation sociale, médiatique et de Plaidoyer politique et communautaire pour la Paix ; les Droits de l'enfant, des jeunes et des femmes ; l'Education pour tous ; la Lutte contre la Discrimination et les violences sexistes et la Participation des enfants et des filles dans tous les domaines de la vie et aux espaces de prises de décision;
- Les activités de Communication pour le Changement de comportement;
- La Formation et le Renforcement des capacités sur les prescrits juridiques relatifs aux droits de l'enfant, des jeunes et des femmes et en compétences de vie courante, socioprofessionnelles, sportives, culturelles, technologiques et communicationnelles;
- Les Activités de promotion professionnelle, culturelle, sportive, artistique et des NTIC (Nouvelles Technologies d'Information et de Communication) pour les Droits et la Paix et le renforcement du leadership et de l'Autonomie des adolescents et jeunes;
- Les Activités de réintégration socioprofessionnelle et d'autonomisation des filles, jeunes et des femmes vulnérables en situation difficile et/ou exceptionnelle ;
- Appui à la mise en place et au fonctionnement des structures promotionnelles, préventives et curatives de la santé sexuelle et des droits sexuels et reproductifs des adolescents et jeunes ;
- Accompagnement et Prise en charge holistique des survivants ou victimes des tortures et violences sexuelles et basées sur le genre.

Domaines d'intervention

- Education, Formation et Autonomisation de la Fille
- Communication et Plaidoyer pour le Changement Comportemental et politique
- Genre, Paix et Droits humains et Lutte contre la Discrimination et les Violences scolaires et domestiques
- Santé Reproductive/VIH et Droits Sexuels et Reproductifs
- Lutte contre les Mariages des Enfants, Tortures et Violences Sexuelles et Basées sur le Genre
- Sport, Culture, Art, Médias et NTIC
- Réintégration et Autonomisation sociale

II. NOTRE APPROCHE : « PARLEMENT DES FILLES »

Pour l'Autonomisation de la Fille

Soutenue par Global Fund for Women.



C'est l'Approche vocationnelle sur laquelle se reposent le fondement et la vision stratégique de Débout Fille.

Débout Fille, a évolué historiquement en simples Clubs des Filles à l'école qui se sont constitués en Parlements des filles ayant abouti au regroupement des filles en vie associative autour de Débout Filles de Fizi transformée en Débout Fille.

En tant qu'approche développée par Débout Fille en parallèle du Parlement des Enfants conféré par la LOI de la RDC N° 09/001 DU 10 JANVIER 2009 PORTANT PROTECTION DE L'ENFANT, le Parlement des Filles constitue un espace spécifique qui donne la parole aux adolescentes et filles et leur permet de réaliser pleinement leur droit de participation. Il constitue à la fois un organe intégré dans la structure organisationnelle représentant les bénéficiaires-clés de Débout Fille (les adolescentes et filles) dans ses prises de décision.

Le comité du Parlement des Filles est désigné pour un mandat d'une année renouvelable par vote-concours de leadership organisé solennellement à l'intention des filles parlementaires issues des écoles.

La Responsable du Programme transversal de Communication sociale et Plaidoyer est recrutée au sein du comité honoraire et participe activement avec le comité actuel aux espaces de prise de décision stratégique et plans d'action de tous les programmes. Les activités planifiées en leur faveur ressortent des besoins exprimés par les filles parlementaires et résultats des évaluations auxquelles elles participent.

Les filles parlementaires sont renforcées les capacités dans tous les domaines thématiques transversaux, en techniques de communication et plaidoyer, monitoring et rapportage en vue de jouer pleinement et efficacement leur rôle. Ambassadrices de la Paix et de Droits de la fille, elles sont activement impliquées dans nos programmes scolaires, médiatiques et communautaires et sont chargées des activités de paire-éducation, sensibilisation en groupes de discussions et de masse en milieu scolaire et dans la communauté sous l'accompagnement de nos Agents sociaux. Regroupées activement en Clubs de Paix et Non-violence ; Clubs Stop violence ; Clubs Stop SIDA ; Clubs Stop Mariages d'enfants, l'Ecole d'abord,... elles participent au monitoring comme personnes-ressources de cas des violations des droits de l'enfant et de la fille, conflits, tortures et violences (physiques, psychologiques, sexuelles et basées sur le genre) en milieu scolaire et communautaire et leur orientation aux Assistantes psychosociales, Assistantes légales ou directement aux structures de réhabilitation sanitaire, psychosociale et judiciaire et d'accompagnement juridique.

Elles se réunissent habituellement à fréquence mensuelle pour échanger, rapporter, suivre et évaluer leurs conditions de vie et initier des actions de sensibilisation et plaidoyer pour la reconnaissance de leurs droits et l'application des instruments juridiques protégeant et promouvant leurs droits.

III. APERÇU SUR LES ACTIVITÉS ENTREPRISES ET/OU MISES EN ŒUVRE

1. PROGRAMME D'ÉDUCATION, DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS ET LUTTE CONTRE LES VIOLENCES SCOLAIRES, DOMESTIQUES ET LES MARIAGES PRÉCOCES ET FORCÉS : CAMPAGNE STOP VIOLENCES FAITES AUX ADOLESCENTES ET MARIAGES PRÉCOCES ET FORCÉS, L'ÉCOLE D'ABORD POUR TOUS, DE 2009 À 2014 AVEC L'APPUI FINANCIER DE GLOBAL FUND FOR WOMEN



Les activités soutenues mises en œuvre dans le secteur de Mutambala étaient :

- 10 sessions de formation des filles parlementaires et parties prenantes sur les prescrits juridiques relatifs aux droits de l'enfant et de la fille, les droits sexuels et reproductifs, les conventions et lois sur la discrimination sexiste et les violences sexuelles, les techniques de communication, plaidoyer et monitoring scolaire et communautaire des violences sexuelles,...où 360 filles et 120 leaders des parties prenantes ont été formés par Avocats Sans Frontières/Bukavu, Arche d'Alliance, Solidarité des Femmes de Fizi pour le Bien-être Familial (SOFIBEF) et des Consultants indépendants travaillant pour le Réseau des Associations des Droits Humains de Fizi (RADHF), Femmes Rurales Amies de la PAIX et du Développement (FERAPADE) et autres,...;
- Les focus des filles parlementaires (89 réunions mensuelles d'échanges et débats tenues avec 1060 participantes) ;
- Les forums de débats dirigés filles-garçons sur les droits de la fille (54 réunions mensuelles tenues avec 1390 participants);
- Les forums de plaidoyer entre filles parlementaires et les leaders communautaires (8 réunions tenues avec 285 leaders concernés);
- La sensibilisation porte à porte et de masse (9800 adolescentes et filles sensibilisées)
- Le développement et distribution des supports communicationnels (impressions de 5 calicots, 250 t-shirts, 2500 dépliants)
- La campagne média (diffusion journalière du spot animé et 240 émissions radiodiffusées)

Depuis 2012, cette campagne est lancée à l'occasion du **11 Octobre, Journée Internationale de la Fille.**



Cette année, elle a été réalisée grâce à la participation d'une autre association des jeunes filles dénommée **Solidarité des Jeunes Filles pour l'Éducation et l'Intégration Socioprofessionnelle (SOJFEP/RDC asbl)**, qui grâce à son soutien bénéficié de **Global Fund for Women**,



- Une Formation à l'intention des filles parlementaires a été réalisée suivie d'une Marche- Défilée d'environ 100 filles parlementaires ;
- Un forum de plaidoyer initié par SOJFEP/RDC avec notre appui avait porté sur *l'intégration des prescrits juridiques relatifs aux droits de l'enfant et réprimant toute forme de tortures et violences dans les règlements scolaires en vue d'encourager la prévention des violences en milieu scolaire*. Un cadre de référence a été adopté et partagé aux Chefs d'établissement et Comités de Parents avec copie à la Sous-division l'EPS-INC/Fizi II en vue de l'amélioration des conditions de vie scolaires des enfants ;
- Des exposés culturels et sportifs au stade Lumumba, diffusion d'un spot, des reportages-magazines et des émissions radiodiffusées en vue d'atteindre la population la plus éloignée ;
- Un match de foot pour la Paix spécial ado féminin organisé par Débout Fille a été livré opposant les filles de l'Institut Mwenge wa Taifa à celles de l'Institut de Baraka et des cadeaux remis aux joueuses et poètes.

La Journée est depuis 2013 célébrée en collaboration avec la Sous-division de l'Enseignement Primaire, Secondaire et de l'Initiation à la Nouvelle Citoyenneté (EPS-INC/Fizi II) et le Service du Genre, de la Famille et de l'Enfant/secteur de Mutambala.

2. PROGRAMME DE COMMUNICATION ET PLAIDOYER POUR LE CHANGEMENT COMPORTEMENTAL ET POLITIQUE :

CAMPAGNES DE SENSIBILISATION ET PLAIDOYER ET MARCHES DEDIEES AUX DROITS DE LA FEMME ET VIOLENCES FAITES A LA FEMME ET AUX ENFANTS

Débout Fille participe chaque année depuis 2005 aux activités de ce genre tant au niveau local que planétaire avec d'autres organisations locales, nationales, régionales et internationales:

- Participation active aux manifestations et activités de la Journée de la Femme, 08 Mars chaque année (marches avec toujours calicots et t-shirts aux couleurs de la journée, sensibilisation communautaire et média, ciné-forums, journées de réflexion,...) ;
- Participation active aux manifestations et activités de la Campagne de 16 jours d'activisme contre les Violences faites à la femme chaque année et la Journée Mondiale de Lutte contre le SIDA (marche avec toujours calicots et t-shirts aux couleurs



de la journée, sensibilisation communautaire et média, ciné-forums, journées de réflexion,...);

- Nous avons initié et participé aux activités de plaidoyer communautaire et politique au niveau local, national et mondial pour la reconnaissance et l'application des droits de la fille et de la femme à travers différentes actions menées (les Ateliers, les Forums, les Débats, les visites d'échanges, les Face à face, les Mémoires, l'utilisation de Célébrités, les Marches et Caravanes, les Campagnes de masse et média,...). Nous avons participé à cet effet à la **Marche mondiale des femmes en 2010 à Bukavu en synergie avec les ONG partenaires de Global Fund for Women de la région des Grands Lacs africains.**
- Nous sommes l'organisation **première ONG initiatrice et organisatrice de la célébration solennelle de la Journée Internationale de la Fille en RDC**, que nous célébrons depuis son inauguration par les Nations Unies en 2012 en vue de faire Reconnaître les droits de la fille et les problèmes spécifiques auxquels elles se heurtent de par le monde.



3. GENRE, PAIX ET DROITS HUMAINS

- ✓ **Campagnes de sensibilisation à la Paix, cohabitation pacifique et Lutte contre le recrutement et l'utilisation des jeunes et adolescents dans les forces et groupes armés en territoire de Fizi et leur stigmatisation en milieu scolaire, familial et social.**



Réalisées grâce à l'appui technique et pédagogique de Refugee Education Trust, RET/DRC de 2012 à nos jours, une équipe de 10 volontaires a été formée à trois reprises par cet organisme sur : Le rôle des jeunes dans la lutte pour la paix et la cohabitation pacifique en vue de réaliser des rencontres de restitution et sensibilisation à leurs pairs et aux leaders communautaires pour obtenir leurs engagements pour la Paix.

Les thèmes de discussion au cours de cette campagne étaient :

La place de l'enfant : à l'école et en famille ; Le rôle de la fille et de la femme ; L'enfant et l'école ; Les Droits fondamentaux de l'enfant ; La guerre et ses conséquences ; La stigmatisation des enfants issus des forces et groupes armés.

Plus de 600 jeunes ont été atteints directement de 2012 à nos jours et 30 leaders communautaires s'étaient engagés dans cette campagne.

Eu égard aux valeurs fondamentales de la PAIX dans tous les milieux, ces dix volontaires ont constitué un Comité de paix et de gestion pacifique des conflits intra et inter-organisationnels au sein de Débout Fille consulté pour les actions de consolidation de la Paix et mécanismes et processus de médiation et gestion pacifique des conflits.

Ce comité interne a été consulté en 2014 par EMRED pour participer à un Forum des Jeunes sur la Paix et la Cohabitation pacifique à Goma convoqué par un consortium Save the Children-Search For Common Ground-World Vision.



De leur retour du forum, les participantes avaient organisé des séances de sensibilisation à 65 jeunes et créé 3 Clubs de Paix regroupant les élèves et jeunes des quartiers jouant le rôle de Pairs éducateurs et Ambassadeurs de la PAIX dans leurs écoles et quartiers.

Ce Club d'Ambassadeurs de la Paix (CAP-Débout Fille) a été consulté par ARPES/Bukavu pendant les grandes vacances scolaires de 2014-2015 dans son Projet de Consolidation de la Paix financé par Unicef pour entreprendre l'Education à la Paix et la Non violence active dans la communauté.

✓ Co-Initiatrice de la Première célébration de la Journée Mondiale de la PAIX à Fizi



Du retour au Forum « En route vers la Journée de la PAIX le 29 avril 2015 à Goma » organisé par Peace One Day, nous avons réalisé une Grande et toute première Marche pour la Journée de la Paix à Baraka en synergie avec les ONG du Sud-Kivu partenaires de coalitions/programmes de Peace One Day dont *Education, ONG et Réduction des violences domestiques, Sport et Culture* en collaboration avec la Sous-division de l'EPS-INC de Fizi II, le 21 septembre 2015.



En effet, sous l'ordre de l'autorité de tutelle locale, une Campagne de mobilisation a été réalisée dans 15 écoles de Baraka où environ 1000 élèves et 90 enseignants ont été sensibilisés à **Faire la PAIX le 21 septembre**.



Une séance de sensibilisation a été réalisée le 20 septembre 2015 au Stade Maendeleo de Baraka à l'égard d'environ 4000 jeunes assistants au Match de football dans le cadre du Festival de l'Unité Sportive locale nommé « Hewa Bora », où un ballon de paix a été offert à l'équipe ayant fait preuve de non-violence et deux ballons à l'initiateur pour soutenir le tournoi.



Neuf écoles nous avaient rejointes à la Marche pour la Paix le 21 septembre ayant réuni environ 1000 élèves sur la rue de Baraka sous le thème « *Partenariat pour la Paix-Dignité pour tous* » et messages spécifiques pour Peace One Day « *Avec qui allez-vous faire la Paix ?* » et pour Débout Fille « *Faisons la Paix en arrêtant les Violences à l'égard des filles* ».



Des discours et messages sonorisés de la Paix (poèmes, sketch, slogans, chansons,...) ont été partagés à la foule rassemblée au Chef-lieu du secteur de Mutambala à Baraka.

→ Débout Fille est le Point focal de la Chambre de regard pour le compte de l'Initiative Congolaise pour la Justice et la PAIX (ICJP) en territoire de Fizi dans le cadre de leur Projet d'appui à la revendication des droits civils et politiques et la participation citoyenne des femmes et celui de Monitoring et Plaidoyer pour la Paix, la Bonne gouvernance, la Sécurité, la Justice et plus particulièrement les Violations des Droits humains financés respectivement par CORDAID et NED au Sud-Kivu.



A l'issue de nos rapports de travaux de monitoring, deux tables rondes ont été organisées à Baraka où malheureusement l'on a noté toujours l'absence des élus du peuple de ce territoire malgré toutes les tentatives de négociation alors qu'organisées pendant



les vacances parlementaires. Tout de même, des recommandations déposées dans des boîtes de suggestions installées par ICJP ont été dépouillées et d'autres recueillies et parvenues aux différents concernés via ICJP.

Débout Fille, en tant qu'ONG de promotion et défense de droits humains de la fille, la femme et l'enfant et membre de la Communauté humanitaire de Fizi (Clusters Santé-VIH/SIDA-Nutrition, Education, Cluster Protection-HCR/, Groupe thématique Protection de l'Enfance), participe aux travaux de monitoring et rapportage des violations des droits humains/SGBV coordonnés par OCHA en territoire de Fizi et siège dans des réunions hebdomadaires de coordination humanitaire à Baraka celles et de concertation entre la communauté humanitaire, les acteurs étatiques et de la société civile à Fizi.

4. PROGRAMME D'APPUI A LA PREVENTION ET PRISE EN CHARGE HOLISTIQUE DES SURVIVANTS DE TORTURES ET VIOLENCES SEXUELLES ET BASEES SUR LE GENRE: ACTIVITES DE PREVENTION ET RENFORCEMENT DES CAPACITES DES PRESTATAIRES, IDENTIFICATION, ACCUEIL, ECOUTE ACCOMPAGNEMENT PSYCHOSOCIAL, REINSERTION-AUTONOMISATION SOCIO-ECONOMIQUE ET REFERENCEMENT MEDICAL ET JURIDIQUE.

→ Une Campagne de sensibilisation communautaire, scolaire et médiatique sur **les Causes et conséquences des violences sexuelles et le Rôle de la société dans la prévention et le soutien** a été organisée de 2011 à 2014



avec le soutien de Medica mondiale en collaboration avec les Bureaux centraux des zones de santé de Fizi, Nundu et Kimbi-Lulenge. Environ 8000 personnes ont été sensibilisées directement, dont environ 2000 filles et garçons mineurs ; plus de 50000 personnes indirectement (support communicationnel, média,...) ;

- 120 leaders communautaires, 20 Sensibilisatrices, 20 Assistantes psychosociales (APS) et 20 Agents médicaux formés par la Coordination provinciale du Programme National de Santé Mentale du Sud-Kivu , la Coordination provinciale du Programme National de Santé de la Reproduction du Sud-Kivu en collaboration avec les Bureaux centraux des zones de santé de Fizi, Nundu et Kimbi-Lulenge, la Fondation TPO Burundi (issue de TPO Health Net Burundi), WAR Child Canada/DRC, Heartland Alliance/Sud-Kivu ;
- 5 paillottes des filles ont été installées au bureau-siège de Baraka et dans 4 autres sites où à l'issue des campagnes de sensibilisation, 912 victimes de différentes formes de tortures et violences sexuelles et basées sur le genre ont été identifiées et/ou accueillies et accompagnées psychologiquement de 2011 à 2015 ;
- Environ 200 survivantes des tortures et violences sexuelles ont été référées aux 5 structures médicales appropriées pour la prise en charge médicale et aux cliniques juridiques pour un accompagnement judiciaire;
- 85 victimes rejetées par leur familles et/ou conjoints après violence sexuelle dont 32 pour filles mineures ont bénéficié des séances de médiation familiale et/conjugale avec 52 séances réussies dont 26 filles mineures ;
- Une aide matérielle en kits de mise en place d'une activité génératrice de revenu (AGR) en cultures maraichères et élevage, petit commerce et pâtisserie a été octroyée à 150 survivantes des tortures et violences atroces dont 32 filles mineures suivie d'un accompagnement ;
- 5 calicots, 200 t-shirts et 2500 dépliant imprimés aux messages SGBV, distribués et exploités.



NB : Le Programme d'appui à la Prévention et Réhabilitation des victimes de tortures et violences atroces avec l'appui financier d'IRCT ((International Rehabilitation Council for Torture Victims) a été lancé en ce mois d'Octobre en cours en territoire de Fizi pour sa mise en œuvre à Fizi-centre.

5. PROMOTION DE LA SANTE SEXUELLE ET REPRODUCTIVE ET LUTTE CONTRE LES IST/VIH, AVORTEMENTS CLANDESTINS ET GROSSESSES NON DESIREES CHEZ LES ADOLESCENTS ET JEUNES



→ A l'issue de sessions de formation sur les Droits Sexuels et Reproductifs des jeunes soutenues par Global Fund for Women de 2009 à 2014, les jeunes avaient bénéficié de compléments de formation sur les Notions en Santé sexuelle et reproductive/IST-VIH en vue de mieux entreprendre les **Campagnes Education sexuelle à l'école et en famille pour prévenir les grossesses non désirées et mariages précoces, les IST/VIH** en collaboration avec le Cercle d'Echanges, Informations et Soins en Santé Reproductive (CEISR-Baraka) communément connu sous le projet de Centre communautaire de Conseil et Dépistage Volontaire du VIH (CCDV-Baraka) soutenu de 2005 à 2010 par Aide Médicale Internationale et géré par la Fondation Solidarité Familiale (FOSOF):



60 filles dont 40 adolescentes ont été formées comme Paires éducatrices par la FOSOF, gestionnaire de l'espace; 2190 filles et adolescentes sensibilisées en paire et en groupes ; 950 filles dont 302 adolescentes ont été reçues au CCDV-Baraka pour le dépistage du VIH; environ 28 000 préservatifs distribués aux filles-mères et libres.

6. SPORT, CULTURE, ART, MEDIAS ET NTIC (NOUVELLES TECHNOLOGIES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION)

- ✓ Débout Fille promeut et utilise ces outils pour promouvoir la Paix, les droits humains et renforcer l'autonomie et l'activisme des filles en particulier dans la promotion de ces valeurs.



Nous avons identifié, sensibilisé et accompagné les jeunes talentueux en vue de leur engagement dans le changement de comportement favorable à la culture de la paix, la non violence active, la cohabitation pacifique et la reconnaissance des droits de la fille.

- ✓ A travers le Département de *Débout Fille sport*, nous avons mobilisé, identifié et accompagnons actuellement 9 petits clubs sportifs des filles ado à Baraka et ses environs sans compter ceux organisés au niveau des écoles. Ils se rencontrent pour des matchs amicaux, des tournois locaux et interscolaires. Nous les assistons matériellement et logistiquement (location vareuses, ballons, bottines, trousse pharmaceutique, restauration et rafraichissement, transport,...).



- ✓ De manière spéciale, ces clubs avaient livré des matchs spéciaux ado féminins dans le cadre de nos festivals pour la célébration des journées internationales (de la fille, de la femme, de la Paix,...).



- ✓ Dans le domaine de la Culture et des Arts, nous avons organisé des concours promotionnels interscolaires spécial ado féminin pour le vote des membres

du Parlement des filles (actuellement à l'occasion de la Journée Internationale de la Fille).



- ✓ Les jeunes talentueuses exposent et défendent différentes présentations (poème, sketch, théâtre, chanson, slogan, présentations artistiques) en vue de partager différents messages de sensibilisation à la Paix et la Non violence active et la reconnaissance des droits de la fille lors des campagnes des célébrités des journées internationales, de sensibilisation et plaidoyer et des concours, festivals et forums promotionnels.



- ✓ Les filles parlementaires participent à la conception des messages et images de sensibilisation qui sont imprimés localement et/ou à Bujumbura sur t-shirt, calicot, banderole, carton, calendrier, affiche murale, dépliant, objet d'art,...



- ✓ Les ciné-forums ont été utilisés pour les journées de célébrités et campagnes de sensibilisation.



- ✓ Les médias (ici les radios communautaires locales) ont été utilisés de manière transversale dans tous les programmes dans le but de promouvoir la paix et les droits de la fille. Toutes les campagnes de sensibilisation et de célébrités avaient utilisé les médias. A l'issue de nos missions de reportage communautaire sur la situation des droits de la fille, nous avons conçu et préparé avec les filles parlementaires et les parties prenantes engagées les spots promotionnels et des émissions radio participatives qui ont été diffusés à fréquence journalière pour les spots et selon les besoins pour les émissions.



Les NTIC constituent une perspective stratégique d'ici 2030 que Débout Fille compte beaucoup exploiter.

7. REINTEGRATION ET AUTONOMISATION SOCIALE

Eu égard aux problèmes de réintégration sociale et scolaire et d'autonomisation de certains groupes de filles vulnérables (adolescentes et filles-mères, adolescentes non scolarisées, filles travailleuses de sexe, victimes de discrimination et des violences non accompagnées, filles vivant dans des communautés minoritaires, conservatrices des coutumes rétrogrades, défavorisées, marginalisées, exclues, celles longtemps maintenues en esclavage sexuel et celles **en situation difficile ou exceptionnelle**¹, Débout Fille est toujours à la quête des fonds pour mettre en œuvre ce programme.

¹ Article 62, **LOI N° 09/001 DU 10 JANVIER 2009 PORTANT PROTECTION DE L'ENFANT** :

Enfant rejeté, abandonné, exposé à la négligence, au vagabondage et à la mendicité ou trouvé mendiant, vagabond ou qui se livre habituellement au vagabondage ou à la mendicité; 'enfant qui, par sa mauvaise conduite ou son indiscipline, donne de graves sujets de mécontentement à ses parents ou tuteur ou à son entourage; enfant qui se livre à la débauche ou cherche ses ressources dans le jeu ou dans les trafics ou occupations l'exposant à la prostitution, à la mendicité, au vagabondage ou à la criminalité: enfant qui manque, de façon notoire et continue, de protection ou ne fréquente aucun établissement scolaire ou n'exerce aucune activité professionnelle; enfant habituellement maltraité ; enfant exploité économiquement ou sexuellement; enfant accusé de sorcellerie ; enfant mère ou porteuse d'une grossesse, objet de maltraitance de la part de ses parents ou tuteur; enfant sans soutien familial ou autre à la suite de la perte de ses parents; enfant vivant avec handicap; enfant toxicomane ; enfant orphelin.

IV. PARTENARIAT, COLLABORATION ET LEADERSHIP

1. Gouvernemental

Nous avons bénéficié de l'appui technique étatique de :

- La Division provinciale du Genre, de la Famille et de l'Enfant du Sud Kivu
- Les Bureaux centraux des zones de santé de Fizi et Nundu
- La Coordination provinciale du Programme National de la Santé de la Reproduction du Sud Kivu
- La Coordination provinciale du Programme National de la Santé Mentale du Sud Kivu
- La Sous-division de l'EPS-INC de Fizi II

Nous sommes affiliées à :

- L'Institut National de Préparation Professionnelle (INPP/Fizi)
- L'Institut National de Sécurité Sociale (INSS/Sud Kivu)

2. Non Gouvernemental

Nous avons bénéficié de l'appui technique non-étatique de :

- Avocats Sans Frontières/Bukavu, Arche d'Alliance, la Fondation TPO Burundi (issue de TPO Health Net Burundi), WAR Child Canada/DRC, Heartland Alliance/Sud-Kivu, Fondation Solidarité Familiale (FOSOF), Solidarité des Femmes de Fizi pour le Bien-être Familial (SOFIBEF), Initiative Congolaise pour la Justice et la Paix (ICJP),...

3. Localement

Nous avons collaboré dans nos programmes avec Village des Femmes, Groupement des femmes vivant avec le VIH (GFV-VIH), Femmes nous pouvons, Solidarité des Jeunes Filles pour l'Education et l'Intégration Socioprofessionnelle (SOJFEP/RDC), SOS Filles de Concessions minières (SOSFICOM asbl), Fondation Solidarité Familiale (FOSOF), ARPES/Bukavu, SOS Fédération des femmes musulmanes, Jeunes Engagés pour un Avenir Meilleur (JEAM Jeunesse avenir), SOS Sexualité pour tous, Jeunes Engagées contre les Mariages d'Enfants (JEME), ...

4. **Collaboration médiatique** : Radio BARAKA, Radio communautaire UMOJA de Baraka (RCU), Radio NGOMA ya AMANI de Baraka (RNA) et Radio MUHUNGANO de Fizi-centre.

5. Réseautage :

- Membre fondateur du Réseau des Organisations Féminines de Fizi-Itombwe (ROFFI) ;
- Membre de la Synergie régionale des ONG partenaires de Global Fund for Women (Great Lakes Africa) ;
- Membre fondateur de la Synergie des ONG partenaires de Peace One Day du Sud-Kivu (siégeant à la table de modération de Fizi) ;
- Membre de la Coalition ONG et Réduction des Violences Domestiques (RDV) de Peace One Day;

- ONG Point focal de la thématique « Education et Formation » pour la Plateforme des Organisations de la Société Civile (OSC) de Fizi initiée par la CARITAS-Développement/Uvira Asbl en collaboration avec la CARITAS-Congo dans son Projet de Renforcement des capacités des OSC et des mécanismes de concertation avec les autorités provinciales et locales sur la Réduction de la Pauvreté et le Développement Durable ;
- Membre du Forum-Sida (FOSI/Fizi) ;
- Membre du Forum des Femmes Paysannes sur les Violences Basées sur le Genre et le SIDA (FFP/GBV-AIDS) ;...

6. CSLVSBG et 1325 (Comité sectoriel de Lutte contre les Violences sexuelles et basées sur le genre et de pilotage de la Résolution 1325)

- Membre du comité de pilotage local (sectoriel) de Fizi



7. OCHA (Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires)

- Membre des Clusters et Groupes thématiques/OCHA : Education, Protection/SGBV, Protection de l'Enfance, Santé-Nutrition-VIH/SIDA siégeant à Baraka/Fizi.

8. Partenariat et Appui extérieur

- Global Fund for Women (Subventions périodiques microprojets de 2009 à 2014)
- Medica mondiale (Subventions périodiques microprojets de 2011 à 2014)
- MIVA Suisse (Subvention dans le transport : véhicule en 2015)
- IRCT (International Rehabilitation Council for Torture Victims: Subvention en cours microprojet en 2015)
- Refugee Education Trust (RET/RDC : Appui technique et pédagogique de 2012 à nos jours)
- Peace One Day : Appui technique et pédagogique de Coalitions Réduction des Violences Domestiques ; Education ; Sport et Culture
- Marche Mondiale des Femmes : Mouvement féministe mondial (Participation aux actions féministes mondiales)
- GBV-Prevent Network Africa: Campagne de 16 jours d'activisme contre les Violences faites à la femme
- AWID, Association pour les Droits des femmes dans le développement : Mouvement féministe mondial (Participation aux horizons féministes mondiaux).

V. GRANDS RESULTATS OBTENUS

- ✓ Une équipe multidisciplinaire et intégrée des volontaires formés et engagés pour accompagner les filles parlementaires, les prestataires des services de prévention et de prise en charge des tortures et violences sexuelles et basées sur le genre/santé sexuelle-VIH et des différentes parties prenantes impliquées dans les processus de diagnostic communautaire, la planification, et le suivi- évaluation de la mise en œuvre des programmes et projets ;
- ✓ Un espace spécifique de participation des filles à la vie active et civique et aux prises de décision, *le Parlement des filles*, approche mise en œuvre en milieu scolaire et dans la communauté en parallèle du Parlement des enfants ;
- ✓ 360 Adolescentes et filles parlementaires et 120 leaders communautaires formées sur les instruments juridiques portant sur la Paix et les Droits de l'enfant et des filles et ceux réprimant la discrimination et les violences sexuelles et basées sur le genre, et accompagnées en vue de jouer pleinement et efficacement leur rôle ;
- ✓ 60 prestataires médicaux, psychosociaux et communautaires volontaires et 120 représentants des parties prenantes formés et encadrés pour accompagner et prendre en charge de manière holistique (par l'offre du soutien psychosocial, médico-sanitaire, l'accompagnement juridique et judiciaire et à la réintégration socio-économique à base communautaire) les victimes ou survivants des tortures et violences sexuelles et basées sur le genre;
- ✓ Des focus des filles parlementaires (89 réunions mensuelles d'échanges et débats tenues avec 1060 participantes);
- ✓ Des forums de débats dirigés filles-garçons sur les droits de la fille (54 réunions mensuelles tenues avec 1390 participants);
- ✓ Des forums de plaidoyer entre filles parlementaires et les leaders communautaires (8 réunions tenues avec 285 leaders concernés);
- ✓ Des supports communicationnels développés, distribués et utilisés (10 calicots, 450 t-shirts, 5000 dépliants,...)
- ✓ Un spot animé diffusé tous les jours et 240 émissions radiodiffusées localement sur la Paix, les droits sexuels et reproductifs, les tortures et violences y associées, les causes et conséquences des violences sexuelles,...
- ✓ 9860 adolescentes et filles ont participé activement aux séances d'échanges et discussion entre paires et en groupe sur la Paix et la Non violence active, les Droits des enfants et des filles et le leadership de l'adolescente face aux mariages précoces et forcés, tortures et Violences sexuelles et basées sur le genre ;
- ✓ 11.115 personnes adultes, y compris les leaders communautaires ont été sensibilisées directement et plus de 50 000 indirectement (via l'accès aux supports de communication, aux médias et manifestations publiques) sur la Paix et la Non violence active, les Droits des enfants et des filles et le rôle des parents et de la

communauté dans la prévention et la réponse aux mariages précoces et forcés et les tortures et Violences sexuelles et basées sur le genre ;

- ✓ 912 adolescentes, filles et femmes victimes de graves violations des droits humains, dont les discriminations violentes, tortures et violences sexuelles et basées sur le genre, y compris les mariages précoces et forcés, ont été accompagnées et réhabilitées psychologiquement et environ 20% d'elles réhabilitées physiquement et médicalement, juridiquement et repris leurs vies conjugale, familiale, scolaire et socio-économique ;
- ✓ La Journée Internationale de la Fille célébrée chaque année et connue dans la communauté, et plus de 10 000 personnes ont pris connaissance et conscience des problèmes spécifiques des filles ignorés et minimisés dans la communauté ;
- ✓ Plus de 5000 adolescentes et filles ont pris part active aux manifestations et actions concertées et publiques de sensibilisation et plaidoyer pour la Paix et la fin des hostilités, le respect des droits de la femme, de l'enfant et de la fille, la liberté des citoyens et la Justice aux femmes, filles et enfants victimes de graves violations de droits humains, dont ici les survivantes des violences sexuelles et basées sur le genre.

VI. IMPACTS OU CHANGEMENTS OBTENUS

- ✓ Les capacités organisationnelles accrues et les prestations communautaires en faveur des adolescentes et filles améliorées au cours du dernier quinquennat du millénaire pour le développement;
- ✓ Les adolescentes et filles rurales prennent la parole et participent aux prises de décisions à tous les niveaux (famille, école, groupe homogène et hétérogène, communauté et au niveau politique et stratégique que cela au premier quinquennat du millénaire pour le développement;
- ✓ L'autonomie et le leadership des Adolescentes et filles et des bonnes pratiques (la culture de dénonciation par exemple) favorables à échapper aux actes de violence et à mettre fin à la discrimination et aux tortures et violences sexistes, y compris les mariages précoces et forcés accrus au sein des adolescentes et filles que cela au premier quinquennat du millénaire pour le développement;
- ✓ La reconnaissance locale de l'égalité de droit d'Education pour tous les enfants par les parents et d'autres détenteurs d'enjeux (leaders scolaires, coutumiers et religieux) et la réduction de la discrimination sexiste et de la privation volontaire des parents vis-à-vis de l'inscription et rétention scolaire des enfants et l'accès égal à l'éducation que cela au premier quinquennat du millénaire pour le développement;
- ✓ Les conflits violents, tortures, violences et abus fondés sur le genre en milieu scolaire, familial et social réduits et l'unité renforcée dans ses diversités que cela au premier quinquennat du millénaire pour le développement;
- ✓ Les adolescentes et filles abordent et échangent en paires, en groupes et avec leurs parents et leaders communautaires de manière sécurisée sur les questions liées à la sexualité et aux droits sexuels et reproductifs que cela au premier quinquennat du millénaire pour le développement ;
- ✓ Le taux d'abandon scolaire lié aux grossesses non désirées et mariages précoces et forcés réduit et celui d'enregistrement et célébration solennelle des mariages des plus jeunes accru que cela au premier quinquennat du millénaire pour le développement ;
- ✓ Les adolescentes et filles victimes des discriminations violentes et des violences sexuelles et basées sur le genre, y compris les mariages précoces et forcés ont repris leur dignité, réintégré la vie dans l'autonomie et l'indépendance en étant plus fortes à faire face aux violences qu'avant;
- ✓ Des changements positifs importants par rapport à la confiance et l'estime de soi observés chez les filles et adolescentes, la pleine et égale participation de tous les enfants et la prise en compte des besoins et problèmes spécifiques des adolescentes et filles observés dans la communauté et en milieu scolaire traduits notamment par la mise en œuvre de la parité filles-garçons dans les gouvernements et parlements des enfants dans des écoles au cours de trois dernières années où les parlements des filles sont intégrés dans certaines écoles;

- ✓ La passation de promesses aux actes : les femmes et filles parlementaires et activistes féministes de Debout Fille siègent actuellement dans des espaces de concertation régionales, nationales et locales pour les prises de décision dans le domaine de la paix, la sécurité, les droits de la femme ; des chambres foraines ou audiences publiques et jugements rendus localement à l'égard des auteurs des graves violations et crimes contre l'humanité, dont les viols et violences sexuelles ; les règlements scolaires ont intégré cette année les sanctions réservées aux auteurs, co-auteurs des graves violation de droits de l'enfant et les violences sexuelles et basées sur le genre, mettant un accent sur les grossesses et mariages précoces et forcés menaçant l'éducation et l'avenir de l'enfant et de la fille en particulier;...

VII. BONNES PRATIQUES ET LECONS APPRISES

« Le leadership féminin au plus jeune âge, clé du succès dans le combat pour les droits de la femme » :

Le succès du combat pour les droits de la femme repose sur l'investissement précoce dans le renforcement du leadership et de l'autonomie féminine au plus jeune âge. L'avenir de la femme dépend de ce que nous ferons de la fille aujourd'hui.

Cette leçon constituant notre réalité acquise au cours de notre première décennie et vision projetée au monde aux horizons 2030 sera animée et défendue par Debout Fille au 13^{ième} Forum International de l'AWID sur les droits des femmes et le développement du 5 au 8 mai 2016 prévu à Salvador de Bahia au Brésil.

- ✓ Le volontariat est une valeur organisationnelle à cultiver et sauvegarder pour prétendre réaliser les rêves de contribution et participation active à un monde de justice équitable, pour nos jeunes organisations à faibles capacités financières, et l'implication des bénéficiaires et la participation communautaire dans tous les processus en constituant la clé;
- ✓ L'approche intégrée de notre travail a permis la complémentarité d'un travail en équipe pour nos interventions communautaires ;
- ✓ Les adolescentes et filles ne peuvent parler publiquement et en groupe hétérogène que quand elles ont eu l'occasion libre et orientée de parler en paires ou groupes homogènes, de là que leur leadership naît. Le Parlement des filles, notre approche, a donné un espace où les adolescentes et filles se sont libérées de leurs cœurs silencieux et à la fois permis d'arracher leur liberté et opérer leurs choix;
- ✓ Eu égard aux ressources limitées, la focalisation des interventions dans un espace limité (dans le secteur de Mutambala) a permis d'intensifier nos impacts en faveur du renforcement de l'autonomie et du leadership des adolescentes ; tel n'a pas été le cas pour nos interventions d'urgence en faveur des victimes des violences durant les conflits armés qui étaient dispersées dans tout le territoire de Fizi et n'avaient pas permis de mieux capitaliser les acquis eu égard aux contraintes budgétaires et logistiques pour l'encadrement efficace des bénéficiaires et prestataires et le suivi permanent des activités ;
- ✓ Les actes de discrimination et des violences sexistes ont existé depuis nos ancêtres, ils ont été tolérés et impunis par la tradition, et les lois spécifiques en la matière n'existaient pas encore. Les lois ont contribué à l'amélioration des connaissances, les formations, ateliers, séminaires, colloques, forums, marches et les sensibilisations ont contribué énormément au changement tant individuel, collectif que politique ;
- ✓ Les textes sur les droits de l'enfant et l'éducation à la vie sont incorporés dans des cursus des programmes scolaires et là les enfants l'apprennent sous forme d'inculcation et de manière passive ; la participation active des adolescentes au

renforcement de leurs capacités suivie de la communication paire et en groupes de débats (clubs de filles, parlement des filles) encouragée par Débout Fille ont permis alors d'éveiller la conscience des adolescentes, changer leur comportement et prendre leur destin en mains pour leur vie actuelle et future;

- ✓ La majorité d'enfants filles et garçons sont inscrits à l'école primaire aujourd'hui dans le monde et en RDC en particulier où l'enseignement primaire est déclaré obligatoire et gratuit bien qu'avec un faible taux d'application à l'intérieur du pays; mais les grands problèmes auxquels les Etats et les communautés accordent peu d'attention c'est l'achèvement de la formation scolaire surtout secondaire. La plupart des adolescentes rurales tombent enceintes et sont mariées précocement et très peu d'elles réintègrent l'école...La Campagne Filles et Garçons tous à l'école du ministère de tutelle ne devrait pas se limiter à résoudre le problème de l'accessibilité financière pour les enfants vulnérables seulement, mais attaquer aussi les défis globaux liés à l'achèvement des études secondaires surtout pour les adolescentes et investir et/ou appuyer les initiatives visant à réduire les violences sexistes, grossesses et mariages précoces et forcés compromettant la formation scolaire et l'avenir des enfants ;
- ✓ L'application stricte et rigoureuse des lois et règlements pour le respect des droits de la personne a permis de réduire les conflits et violences notamment en milieu scolaire ;
- ✓ Les filles calomnieuses et brutales ou méchantes pour leurs paires constituent à la fois les actrices de l'union et de la désunion sociale ; sensibilisées sur la PAIX et la Non violence active, elles sont devenues actrices incontournables pour la culture et le rétablissement de la PAIX en milieu scolaire et dans la communauté ;
- ✓ Les rencontres d'échanges entre parents autour des cadres nommés « *Ecoles de vie pour les parents ou Ecoles des parents* » et celles de plaidoyer sur l'éducation sexuelle et les droits sexuels et reproductifs des enfants et jeunes entre les filles parlementaires, les parents et autres éducateurs traditionnels ont contribué aux changements positifs des comportements et décisions des parents vis-à-vis de la vie active et sexuelle de leurs enfants;
- ✓ L'intégration des adolescentes dans l'activisme précoce pour les droits de la fille a produit des bons exemples à suivre pour d'autres filles à tel point que les filles ne veulent pas se voir échoué et deviennent plus reventes et ambitieuses;
- ✓ Les assistances ciblant les survivantes des violences sexuelles elles-seules avaient favorisé quelque part le stigma et l'auto-stigma social lié aux viols et violences sexuelles et certaines victimes avaient même refusé l'assistance si connues des autres membres de la communauté non ciblés, tandis que l'approche collective, communautaire et intégrée envisagée plus tard a permis d'accélérer la réintégration sociale des victimes et l'appropriation communautaire du processus de réhabilitation intégrale;

- ✓ Les filles parlementaires ont démontré leurs potentialités quand elles se sont vu attribuées des responsabilités dans les gouvernements et parlements des enfants en milieu scolaire ;
- ✓ Les marches et manifestations publiques bien que dans les bruits ont appris et changé les individus, les collectivités et les politiques et favorisé des décisions aux différents niveaux.

VIII. DEFIS MAJEURS PARCOURS

- ✓ La non acceptation culturelle des réunions des adolescentes ayant entraîné au cours de la première décennie du millénaire pour le développement des difficultés d'opérationnalisation de l'approche Parlement des filles ;
- ✓ L'approche Parlement des filles, le fondement même de notre existence telle que rêvée fonctionne difficilement vu le manque de soutien financier global permanent ou spécifique pour son renforcement en vue de son intégration et mise en œuvre rêvée dans toute la RDC et les autres régions du monde enregistrant des faibles taux de participation des adolescentes et filles à leur vie et aux prises de décision;
- ✓ L'instabilité des personnes recrutées après la fin d'une subvention a eu des répercussions sur les couts liés au remplacement du personnel;
- ✓ Le manque d'appui institutionnel permanent pour le fonctionnement de nos programmes depuis notre création a engendré les ruptures intempestives d'activités de certains programmes ;
- ✓ Les faibles capacités en infrastructures de transport et de communication pour le suivi-évaluation, la documentation et la publication sociale de nos activités et succès ;
- ✓ Les mouvements des populations liés aux conflits armés et atrocités avaient entraîné la duplication d'investissements dans le renforcement des capacités des ressources communautaires ;
- ✓ Le manque des moyens pour le recyclage et l'accompagnement technique permanent des prestataires ;
- ✓ Ces derniers temps les gens répondent peu aux rencontres de masse peu vibrantes et moins attrayantes (n'utilisant pas les matériels sonores et visuels) ; des rencontres de proximité en petits groupes et des visites individuelles ont été plus envisagées dernièrement;
- ✓ Le manque des ressources pour développer et incorporer les NTIC dans nos campagnes de sensibilisation et plaidoyer ;
- ✓ Le non-financement des journées internationales dédiées aux femmes, filles et enfants ne permet pas de vibrer à grande échelle la célébration de ces journées stratégiques pour la reconnaissance et le changement vis-à-vis des droits de ces personnes humaines ;
- ✓ L'insuffisance des ressources nécessaires n'a pas permis de pérenniser les mécanismes humanitaires de prévention et de réponse aux violences sexuelles et basées sur le genre qui ont pourtant immigré vers cette période post-conflits en RDC.

IX. PERSPECTIVES A L'HORIZON 2030

- ✓ Initier et/ou Participer au Plaidoyer pour une Convention sur les Droits et l'Autonomisation des Filles et sa ratification dans les arsenaux juridiques gouvernementaux;
- ✓ Initier et/ou Participer au Plaidoyer pour une Convention sur l'abolition des Mariages des enfants ;
- ✓ Mobiliser des fonds pour le Plaidoyer et soutien à l'intégration et opérationnalisation scolaire et communautaire de l'approche « Parlement des filles » en parallèle avec les Parlements des enfants en RDC, en Afrique et dans le monde;
- ✓ La mise place du Programme École des filles au village, dans le cadre de l'accélération de l'éducation de la jeune fille rurale ;
- ✓ Mobiliser plus des fonds pour le renforcement et l'élargissement géographique sur toute l'étendue de la RDC des programmes en cours en se focalisant sur le Renforcement du leadership et de l'autonomie des adolescentes à l'horizon 2030 par :
 1. Le renforcement des capacités et compétences des adolescentes et filles dans le domaine, technique, professionnel, technologique, communicationnel, de leadership, entrepreneuriat et en compétences de la vie courante (droits humains de l'enfant, de la femme et de la fille ; santé environnementale ; vie active, santé reproductive/VIH ; genre et leadership; paix, non violence et gestion pacifique des conflits ; la prévention des violences en milieu scolaire et dans la communauté ; les approches Jeunes Ambassadeurs de la Paix, Enfant-Enfant pour la Paix,...) ;
 2. Le développement et/ou l'appui aux infrastructures socio-sanitaires, juridiques, socioprofessionnelles, culturelles, artistiques, économiques et des NTIC accessibles aux adolescentes et filles pour promouvoir leurs potentialités, les droits et l'autonomisation active des adolescentes et filles dans les domaines de la vie active, sexuelle et reproductive, culturelle, civique, juridique et socioéconomique ;
 3. Les campagnes de sensibilisation et plaidoyer politique et communautaire pour l'implication, la participation active et l'intégration massive des adolescentes et filles aux espaces de prise de décision pour la paix, les droits humains, la bonne gouvernance et le développement civique et citoyen, culturel, socio-économique et politique et la prise en compte de la dimension genre et sexospécifique dans des mécanismes et politiques gouvernementales relatives à l'éducation, la gouvernance, aux mesures d'application des droits de l'homme, de réduction de la pauvreté et au développement durable;
 4. Le Renforcement du travail de lutte contre la discrimination sexiste, les tortures et violences sexuelles et basées sur le genre et plus spécialement celles associées aux droits sexuels et reproductifs dont les mariages précoces et forcés en milieu scolaire, familial, social, dans le secteur public et privé et durant les conflits armés, les catastrophes et les mouvements des populations par :

- Des Programme d'appui à la mise en place des cadres stratégiques multisectoriels locaux à base communautaire d'application et mise en œuvre des instruments juridiques internationaux et nationaux relatifs à la promotion et protection de droits de la jeune fille, la femme et l'enfant ;
 - La mise en place des Cliniques sociales Trauma et santé reproductive en milieu périphériques ruraux en faveur des filles et femmes victimes de tortures, violences et affectées par les guerres et conflits armés (War Trauma-Health Clinic for Girls and Women) pour leur réhabilitation psycho-traumatique et reproductive, réinsertion socioprofessionnelle et autonomisation.
5. Le renforcement du travail de diagnostic et monitoring communautaire, documentation audio-visuelle et publication des données relatives à la Paix, l'Accès à l'Education, aux Droits humains de l'enfant, de la femme et de la fille, à la Discrimination, la Stigmatisation, aux tortures et Violences sexuelles et basées sur le genre dont les Mariages précoces et forcés, et l'Autonomisation des adolescentes et filles.
- ✓ Accroître les interventions dans le développement et la promotion du Sport, de la Culture, de l'Art, des reportages médiatiques sur l'Education et la Pauvreté en milieu rural et des NTIC pour la Promotion de la PAIX, des droits des filles et des enfants, leur Autonomisation et la Réduction de la Pauvreté en milieu rural;
 - ✓ Mobiliser des fonds pour mettre en œuvre le Programme de Réintégration et Autonomisation sociale en vue de soutenir le gouvernement dans ses mécanismes multisectoriels de protection spéciale des enfants et adolescentes vulnérables et en situation difficile et exceptionnelle ;
 - ✓ Mobiliser et affecter des fonds dans le cadre du renforcement des capacités et de l'autonomie organisationnelle et communautaire, du leadership organisationnel et des infrastructures organisationnelles de transport et de communication ;
 - ✓ Mobiliser des fonds pour vulgariser à grande échelle et mobiliser tous les acteurs à la célébration active de la Journée Internationale de la Fille en vue de faire reconnaître les droits des adolescentes et filles et conscientiser le public sur les problèmes spécifiques auxquels elles se heurtent de par le monde ;
 - ✓ Renforcer les campagnes des célébrités actives et agissantes de la Journée Internationale de la Fille et des autres Journées internationales relatives à la Paix, aux Droits humains et Développement durable, et de mobilisation et sensibilisation sociale et médiatique à la Paix et Non violence active, aux Droits des enfants, des filles et des femmes ; à la Démocratie et Gouvernance participative ; à la Lutte contre la pauvreté, la faim, la malnutrition, les épidémies et catastrophes pour le Développement durable.